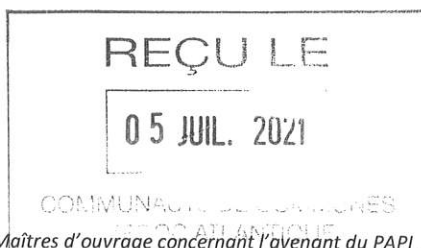


Blaye, le

Envoyé en préfecture le 03/08/2021  
Reçu en préfecture le 03/08/2021  
Affiché le 03/08/2021  
ID : 033-200070720-20210729-D29072021114-DE



Objet : Engagement des Maîtres d'ouvrage concernant l'avenant du PAPI

pi : Note explicative sur l'avenant du PAPI  
Tableau financier modifié  
Fiches actions engageant votre collectivité

Monsieur Xavier PINTAT  
Monsieur le Président  
Communauté de Communes Médoc Atlantique  
9, rue du Maréchal d'Ornano  
33780 Soulac-Sur-Mer

Monsieur le Président,

Le SMIDDEST a été reconnu Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) sur l'Estuaire de la Gironde par arrêté préfectoral du 30 janvier 2007. Par ce label, il assure la coordination de l'activité des différents Maîtres d'Ouvrage intervenant dans les domaines de la prévention des inondations, de la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques. C'est dans ce cadre qu'il anime le Plan d'Action de Prévention des Inondations (PAPI), élaboré sur l'Estuaire de la Gironde, labellisé le 5 novembre 2015 et dont la convention cadre a été signée le 4 juillet 2016.

Dès la labellisation du PAPI, le principe d'une révision du programme avait été acté. Aujourd'hui, compte-tenu de l'évolution du contexte de réalisation et du niveau d'avancement du programme, la modification de certaines actions déjà identifiées ou engagées s'avère nécessaire. En parallèle, l'opportunité d'intégrer à la démarche de nouveaux projets d'aménagements, cohérents avec la stratégie globale de gestion du risque sur l'Estuaire, doit être statuée.

Une proposition d'avenant au PAPI, co-construite avec vos services, est en cours de finalisation et regroupe l'ensemble de ces évolutions. C'est le SMIDDEST, en tant que coordinateur ensemblier du programme, qui soumettra la proposition globale aux services de l'état pour validation. La note ci-jointe en présente les motivations et les grandes lignes.

Votre collectivité est déjà Maître d'Ouvrage d'actions à modifier du PAPI ou souhaite engager de nouveaux projets, définis au travers de fiches actions. Afin d'acter votre demande d'intégration à l'avenant, nous vous prions de bien vouloir nous transmettre une lettre d'intention engageant votre collectivité à porter la Maîtrise d'Ouvrage des actions identifiées, en assurant tant la réalisation technique que leur financement dont le montant devra être précisé. Une délibération de votre collectivité devra également être prise pour être transmise aux services pendant la période d'instruction du dossier, soit d'ici octobre 2021.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en mes salutations distinguées.

La Présidente du SMIDDEST  
SMIDDEST  
12 rue Saint-Simon  
33390 BLAYE  
Syndicat Mixte pour le Développement Durable de l'Estuaire de la Gironde  
Pascale GOT

Conseillère départementale du Sud Médoc

## **Note à l'attention des Présidents et Présidentes des EPCI et des syndicats de rivière investis dans le PAPI de l'Estuaire de la Gironde**

\*\*\*

Objet : **Note sur l'avenant n°1 du PAPI de l'Estuaire de la Gironde**

Le Plan d'Action de Prévention des Inondations (PAPI), élaboré sur l'Estuaire de la Gironde, a été labellisé le 5 novembre 2015 et sa convention cadre a été signée le 4 juillet 2016. Le SMIDDEST anime et coordonne la démarche, en tant qu'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) sur l'Estuaire de la Gironde.

Le PAPI présente un taux d'avancement globalement correct, avec une implication affirmée des différents acteurs. Pourtant plusieurs motivations poussent aujourd'hui le SMIDDEST et ses partenaires à proposer un avenant au PAPI de l'Estuaire de la Gironde.

Cette révision à mi parcours du PAPI était prévue dès la labellisation du PAPI afin notamment d'intégrer de nouvelles actions, mais aussi de prendre en compte les SLGRI de Bordeaux et du littoral charentais qui étaient en cours d'élaboration et, plus classiquement, de proposer toute modification nécessaire pour finaliser la réalisation du programme d'actions.

Tout d'abord, lors de la labellisation du PAPI initial, la CMI avait reporté à un examen ultérieur la labellisation de 6 actions d'amélioration de la protection du littoral charentais dans l'attente de la réalisation d'une étude complémentaire globale destinée à approfondir les différentes options envisageables en termes de protection et réduction de la vulnérabilité. Cette étude est aujourd'hui achevée et les actions correspondantes prêtes à être présentées en CMI.

Plusieurs actions, inscrites dans l'axe 7 sur la gestion des ouvrages de protection hydraulique, sont concernées en Charente-Maritime. Pour ces actions, ne seront concernées par l'avenant que les phases de réalisation des études préliminaires permettant d'aboutir à un avant-projet :

- **Protection rapprochée sur le port des Monards** (communes de Barzan et Chenac)
- **Protection rapprochée des enjeux sur le secteur de Meschers**
- **Confortement des digues de la rive droite.** Ces études intégreront également les 34 km de ce système d'endiguement qui se situe en Gironde. Le Syndicat de la rive droite, en cours de création (SYMADIG) en assurera la Maîtrise d'Ouvrage.

De plus, parmi les actions labellisées et engagées du PAPI, certaines ont été retardées pour diverses raisons. L'avenant intègre une demande de prolongation de délai du PAPI : un délai supplémentaire de trois ans permettra à ces actions de s'achever correctement.

Par ailleurs, certains projets du PAPI présentent potentiellement des réévaluations financières. Selon le niveau d'incidence financière, leur modification sera prise en compte dans le présent avenant ; ce sera le cas si l'incidence est limitée ; les modifications seront proposées dans les étapes suivantes de la démarche (second avenant du PAPI actuel ou second PAPI) si l'économie globale en est modifiée. Le contenu des fiches actions décrivant les projets doivent ainsi être modifiées et amendées dans le cadre de l'avenant.

Plusieurs actions sont concernées :

- Besoin de financements supplémentaires

- **-Référentiel Inondation Gironde (RIG) - Action 1.8 :** Maître d'ouvrage SMIDDEST. Cette augmentation (+ 50 000€, soit +33%) a pour but de rendre le RIG accessible aux différents Maîtres d'Ouvrages dans l'Estuaire en développant des outils et applications répondant à leurs besoins.

- Révision à la baisse :

- **Analyse de la vulnérabilité et propositions d'adaptation des bâtiments et infrastructures des collectivités face aux inondations - Action 5.2 :** Maître d'Ouvrage CD33. Les travaux d'adaptation au risque inondation ne seront pas réalisés, les directions gestionnaires des sites diagnostiqués n'y étant pas favorables. La moins value est de 480 000€.

D'autre part, les modifications législatives et réglementaires (modification du périmètre de certaines EPCI, nouvelle compétence GEstion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations des EPCI, décret n° 2015-526 du 12 mai 2015) ont amené les collectivités locales à s'organiser différemment (modification du périmètre de la plupart des EPCI) et à s'investir dans la gestion du risque inondation. La nouvelle compétence GEMAPI a également donné l'occasion aux EPCI de structurer sur leur territoire la gestion des systèmes d'endiguements potentiels. De nouveaux projets, portés par les autorités gemapiennes, ont ainsi émergé depuis 2015, et nécessitent la réalisation d'études préalables pour définir des Avant-Projets dont les travaux seront programmés dans le cadre d'un second PAPI.

Selon le cas, les EPCI ont fait le choix soit de s'intégrer dans des actions préexistantes pour développer des approches ou projets non encore pris en charge par leur structure, soit de créer une nouvelle action afin de définir les modalités d'intervention sur leur système d'endiguement.

Plusieurs actions sont concernées :

#### Axe 1 – Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

- **Communication, sensibilisation, et formation sur le thème des risques d'inondation :** Maître d'Ouvrage : Communauté de Communes Médoc-Atlantique. Suite à la prise de compétence GEMAPI, la Communauté de Communes souhaite se doter de nouveaux outils de communication et de sensibilisation sur le thème des inondations.
- **Recherche de structures d'accueil publiques sécurisées en cas de crise :** Maître d'Ouvrage : Communauté de Communes Médoc-Atlantique. La Communauté de Communes souhaiterait engager une étude visant à identifier en amont une stratégie d'accueil et de mise en sécurité des personnes en cas de crise (en particulier par rapport aux personnes habitant sur du bâti isolé en zone inondable et difficile d'accès en cas de crise).

#### Axe 5 – Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens

- **Réduire la vulnérabilité des biens et des personnes** : Maîtres d'Ouvrage : SMBVJCC, SMBV Centre Médoc et SIBVAM. Ces trois syndicats de rivière souhaitent s'investir dans la réalisation de diagnostics de vulnérabilité des habitations vulnérables au risque inondation, malgré, parfois, la présence de systèmes d'endiguement. Des études préliminaires ont démontré qu'au moins 50 habitations sont vulnérables avec un minimum de 20 centimètres d'eau sur chacun de ces secteurs.

#### Axe 7 – Gestion des ouvrages de protection hydrauliques

- **Etudes préalables à la réalisation des travaux de remise en état du système d'endiguement du Bas-Médoc**: Maître d'Ouvrage : Communauté de Communes Médoc-Atlantique. La digue des Mattes du Bas-Médoc a été transférée en gestion à la Communauté de Communes au 31 décembre 2019. La réalisation des travaux du Plan de Submersion Rapide par le Département de la Gironde, a permis de traiter un certain nombre de secteurs présentant de nombreuses défaillances. Cependant, les dernières études ont mis en évidence un certain nombre de tronçons en état passable à mauvais.

- **Etude d'opportunités pour la reconnaissance du système d'endiguement du marais du Conseiller**: Maître d'Ouvrage : Communauté de Communes Médoc-Atlantique. Les entrées d'eau sur le secteur du Verdon-sur-Mer se font par le canal du Conseiller qui est directement ouvert sur l'estuaire de la Gironde. En période de tempêtes, la protection de la zone urbaine du Verdon-sur-Mer est alors uniquement assurée par les différentes levées de terre et le bon fonctionnement des ouvrages hydrauliques. Ces levées de terre ne disposent à ce jour d'aucun arrêté de classement ni de gestionnaire officiel. Leur état est incertain et les études visant à régulariser le système d'endiguement du Bas-Médoc permettront d'établir un diagnostic plus précis de ces ouvrages.

Au-delà de la modification des actions d'études préalables ou de sensibilisation, la dynamique actuelle d'appropriation du risque inondation sur le territoire de l'estuaire, et le niveau d'avancée actuel des études de définition des aménagements confirme la nécessité de préparer un nouveau PAPI, afin de finaliser leur réalisation. Une des composantes essentielles du futur programme sera l'évolution de la stratégie de gestion du risque pour prendre en considération, les SLGRI validées sur le territoire, les enseignements des difficultés de mise en œuvre du PAPI actuel, les effets du changement climatique sur le niveau de protection et les positions des nouvelles gouvernances du territoire.

Des nouvelles démarches et études sont indispensables pour préparer ce futur PAPI, à la fois en matière de stratégie et de définition d'actions de réduction de la vulnérabilité et/ ou de renforcement des systèmes d'endiguement. La fiche action 1.6 du PAPI actuel prévoyait, pour partie, ces études et démarches nécessaires à la préparation d'un second PAPI. Toutefois, l'évolution du contexte global estuarien mais également celle du cahier des charges établi par la DGPR pour valider un PAPI, nécessitent des études complémentaires par rapport à celles estimées en 2016.

Plusieurs actions sont concernées, dont la Maîtrise d'Ouvrage sera assurée par le SMIDDEST :

- Etude d'amélioration de la connaissance du fonctionnement des ruissellements aux interfaces entre l'Estuaire et les cours d'eau latéraux,
- Etude sur l'impact du changement climatique sur les crues de l'Estuaire de la Gironde,

- Etude de la multifonctionnalité des zones d'expansion de crue sur l'Estuaire et l'évolution de leur rôle dans un contexte de changement climatique,
- Etude de la réduction de la vulnérabilité des réseaux,
- Etude sur la vulnérabilité des activités économiques.

Enfin, au cours de la réalisation du PAPI, certaines modifications de contexte ou réglementaires sont intervenues et génèrent des évolutions du contenu de certaines actions. Ces modifications n'entraînent pas de modification dans l'économie générale de l'action.

Plusieurs actions sont concernées :

- **Réduire la vulnérabilité des biens et des personnes, Action 5.1:** Maître d'Ouvrage : Bordeaux Métropole. Cette action va être modifiée pour tenir compte de la loi n°2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018. Cette loi est venue élargir les conditions de financement de la réduction de la vulnérabilité face aux inondations sur les biens existants prévue dans un PAPI et non rendue obligatoire dans un PPR. Le FPRNM peut désormais financer dans le cadre du dispositif PAPI les études et les travaux de réduction de la vulnérabilité des biens à usage d'habitation et des biens utilisés dans le cadre d'activités professionnelles relevant de personnes physiques ou morales employant moins de vingt salariés.
- **Elaboration et dépôt d'un projet européen sur la résilience des territoires « comment associer les populations pour se préparer aux inondations » - Action 5.4 :** Maître d'Ouvrage : Conseil Départemental de la Gironde. Face à la difficulté de préparer un projet européen sur l'association de la population à la gestion du risque inondation, les maîtres d'ouvrages concernés ont choisi de modifier les ambitions initiales et réorienter l'action sur une meilleure connaissance de ce thème. Il s'agit, d'ici la fin du PAPI I sur l'Estuaire de la Gironde, d'appréhender les outils à disposition pour améliorer l'association des personnes aux risques inondations à tous les niveaux de la gestion du risque et de rechercher une prise en compte partagée de ce risque avec les populations locales ; garant d'une plus grande efficacité en gestion de crise et améliorant la résilience du territoire. L'objectif de l'action est de préparer les supports à la mise en œuvre d'un programme sur cette thématique dans le cadre d'un PAPI II.

Le tableau financier joint à la présente note récapitule les incidences financières des actions proposées pour l'avenant 1 du PAPI de l'Estuaire de la Gironde.



**Tableau Récapitulatif de l'incidence financière de l'avenant 1  
proposé pour le PAPI Estuaire de la Gironde**

| <b>Numéro d'action</b>   | <b>Coût de l'opération<br/>initiale (TTC)</b> | <b>Modification<br/>financière<br/>inscrite dans<br/>l'avenant (TTC)</b> |
|--|---|--|
| <b>Total Axe Animation</b>   | 338 440 €                                     | 180 000 €  |
| <b>Total Axe 1 - Amélioration de la<br/>connaissance et de la conscience<br/>du risque</b>       | 826 000 €                                     | 383 000 €  |
| <b>Total Axe 2 - Surveillance et<br/>prévision des crues et des<br/>inondations</b>              | 132 000 €                                     | 0 €  |
| <b>Total Axe 3 - L'alerte et la gestion<br/>de crise</b>   | 340 000 €                                     | 0 €  |
| <b>Total Axe 4 - Prise en compte du<br/>risque inondation dans<br/>l'urbanisme</b>               | 312 000 €                                     | 0 €  |
| <b>Total Axe 5 - Actions de réduction<br/>de la vulnérabilité des personnes<br/>et des biens</b> | 10 510 000 €                                  | -216 000 €   |
| <b>Total Axe 6 - Ralentissement des<br/>écoulements</b>  | 2 234 000 €                                   | 0 €  |
| <b>Total Axe 7 - Gestion des<br/>ouvrages de protection<br/>hydrauliques</b>                     | 58 609 888 €                                  | -14 570 118  |
| <b>Total</b>   | <b>73 302 328 €</b>                           | <b>-14 223 118 €</b>   |

**AXE 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque****Action 1.1 : Communication, sensibilisation, et animation sur le thème des risques d'inondation****Objectif :** Communiquer et sensibiliser auprès de tous les acteurs concernés par les inondations.**Description de l'action :**

Au titre de la compétence GEMAPI et conformément aux dispositions du décret « digues » de 2015, la Communauté de Communes Médoc Atlantique va devenir au plus tard en juin 2023 le gestionnaire unique du système d'endiguement du Bas-Médoc.

A ce titre, la Communauté de Communes souhaite se doter de nouveaux outils de communication et de sensibilisation sur le thème des inondations adapté au contexte local et sur l'utilisation des ouvrages de protection où plusieurs usages peuvent se croiser. Il s'agit d'une démarche essentielle de la prévention des inondations. Les cibles prioritaires sont les habitants des communes protégées et les touristes.

Ces outils seront orientés vers les 2 cibles suivantes :

- Action 1.1.1 : En direction du grand public, des riverains, des professionnels avec l'élaboration de plaquettes pédagogiques et de panneaux d'informations (à positionner aux abords des ouvrages) sur les risques inondations sur la presqu'île nord-médocaine, le rôle et le fonctionnement des ouvrages et leur histoire ;

- Action 1.1.2 : En direction des scolaires avec des animations (prestation externe) pour sensibiliser les enfants aux risques inondations sur la base du document du CD 33. Il s'agira d'une expérimentation locale sur la sensibilisation de la problématique d'inondation de la presqu'île nord-médocaine avec des sorties terrains sur les digues, les milieux environnements pour contextualiser cette thématique.

**Territoire concerné :** communes couvertes par le PPRI Pointe du Médoc**Modalités de mise en œuvre :**

- Réunions de travail pour définir les contenus des outils
- Échanges avec les maîtres d'écoles du territoire
- Consultation de prestataires
- Diffusion vers les acteurs du risque avec actions de sensibilisation

**Echéancier prévisionnel :** 2022 à 2025**Maître d'ouvrage :** COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE

Coût total : 30 000 € (action 1.1.1 : 15 000 € ; action 1.1.2 : 15 000 €)

Plan de financement :

- action 1.1.1 : Etat : 50 % / CDC MEDOC ATLANTIQUE : 50 %
- action 1.1.2 : Etat : 50 % / CDC MEDOC ATLANTIQUE : 50 %

**Indicateurs de suivi/réussite :**

- Réalisation de l'exercice grandeur réelle
- Réalisation de la plaquette pédagogique et diffusion
- Actualisation du kit de sensibilisation des scolaires issu du CD 33



**AXE 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque****Action 1.2 : Etude de recensement et analyse des structures d'accueil publiques sécurisées**

**Objectif :** Recenser, déterminer les équipements disponibles et leur capacité pouvant accueillir la population en cas de crise

**Description de l'action :**

Sur le même principe que l'action 1.11 du PAPI Estuaire de la Gironde portée par Bordeaux Métropole, la Communauté de Communes Médoc souhaiterait engager une étude prospective visant à orienter et à construire une stratégie d'accueil et de mise en sécurité des personnes à l'échelle de l'intercommunalité, étape préliminaire à la mise en place d'une gestion de crise. Cette étude sera donc un outil d'aide à la décision, pour mieux cerner les capacités d'accueil du territoire en cas d'événement extrême (en particulier par rapport aux personnes habitants sur du bâti isolé en zone inondable et difficile d'accès en cas de crise et par rapport aux personnes fragiles).

Cette étude devra s'attacher à faire un état de l'existant et à étudier plusieurs scénarii d'implantation et de mutualisation de fonction (réaffectation du bâti existant, mutualisation de bâtiments avec une fonction quotidienne, différentes options d'implantation). Les caractéristiques de chaque équipement seront évaluées par rapport à certains critères comme : la capacité d'accueil, la compatibilité avec la fonction quotidienne, l'optimisation de la fonction d'urgence, les besoins post-crise en fonction de la vulnérabilité des services prioritaires. Le coût des investissements nécessaires sera estimé.

**Territoire concerné :** communes couvertes par le PPRI Pointe du Médoc

**Modalités de mise en œuvre :**

- Elaboration du cahier des charges de l'étude à lancer sur la base de celui de Bordeaux Métropole
- Réalisation de l'étude par un prestataire
- Opérations de communication

**Echéancier prévisionnel :** 2022- 2025

**Maître d'ouvrage :** COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE

Coût total : 15 000 €

Plan de financement :

- Etat : 50 %
- CDC MEDOC ATLANTIQUE : 50 %

**Indicateurs de suivi/réussite :**

- Nombre de zones refuges étudiées
- Nombre de sites retenus

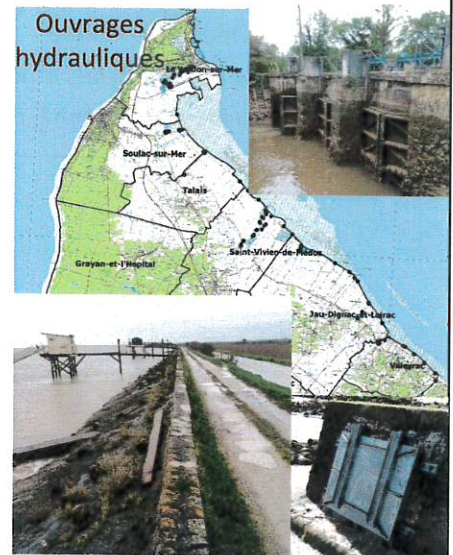


**AXE 7 : Gestion des ouvrages de protections hydrauliques****Action 7.1 : Etudes préalables à la réalisation des travaux de remise en état du système d'endiguement du Bas-Médoc****Objectif :** Disposer d'études nécessaires à la remise en état des sections du système d'endiguement du Bas-Médoc**Description de l'action :**

La digue des Mattes du Bas-Médoc (futur système d'endiguement du Bas Médoc) a été transférée en gestion à la Communauté de Communes Médoc Atlantique au 31 décembre 2019. La réalisation des travaux par le Département de la Gironde, inscrits dans le Plan de Submersion Rapide 2012-2017, a permis de traiter un certain nombre de secteurs présentant de nombreuses défaillances sur la digue estuarienne. Un second Plan de Submersion Rapide a été lancé sur la période 2015-2023 pour traiter les autres éléments du système de protection global du Nord Médoc : il visait la remise en état des cordons des chenaux secondaires ciblés en très mauvais état. Néanmoins par manque de moyens et de ressources, la réalisation de ce plan a pris du retard et le volet opérationnel va commencer en 2021. Toutefois, l'état des lieux réalisé en 2015 (sur les cordons) nécessite de nouvelles études préalables pour actualiser les travaux nécessaires. De plus, les dernières VTA réalisée en 2018 et 2019 par des bureau d'études agréé sur l'ensemble de ces ouvrages ont mis en évidence un certain nombre de tronçons en état passable à mauvais.

En 2020, l'apparition de nouveaux désordres (fontis, cavités...) a conduit la collectivité à rédiger des fiches EISH et engager des travaux de réparation en urgence. Aussi, il devient nécessaire de protéger les enjeux locaux : environ 500 habitations vulnérables et des terres agricoles à fort rendement avec des zones ostréicoles et aquacoles, véritable identité territoriale de la presqu'île de la pointe Médoc.

Cette action vise à réaliser par section ou par tronçon, les études techniques, financiers et réglementaires nécessaires aux travaux de remise en état du futur système d'endiguement du Bas Médoc. Elle s'appuiera sur le diagnostic approfondi réalisé dans le cadre du dossier de régularisation du système d'endiguement et sur les objectifs de protection définis. Ces études porteront également sur les ouvrages hydrauliques de régulation (portes à flots et clapets-vannes) car ils participent également au système de protection. Ces ouvrages, combinant massifs béton, organes métalliques, dispositifs de manutention, sont indispensables au bon fonctionnement hydraulique général du secteur des Mattes du Bas-Médoc.

**Territoire concerné :** communes estuariennes au droit du système d'endiguement du Bas-Médoc**Modalités de mise en œuvre :**

- Réalisation des CCTP de consultation des bureaux d'études
- Etablissement des études de missions de maîtrise d'œuvre (APS, AVP, PRO...) incluant les levés topographiques, les inventaires faune/flore, les analyses géotechniques, l'analyse foncière, les analyses réglementaires, les analyses coûts-bénéfices (listes non exhaustives)
- Etude de plusieurs scénarios/variantes sur le dimensionnement/aménagement du système d'endiguement
- Diagnostic détaillé de l'ensemble des ouvrages hydrauliques de régulation (portes à flots et clapets-vannes)
- Montage d'un Plan Pluriannuel d'Investissements

## AXE 7 : Gestion des ouvrages de protections hydrauliques

### Action 7.1 : Etudes préalables à la réalisation des travaux de remise en état du système d'endiguement du Bas-Médoc

**Objectif :** Disposer d'études nécessaires à la remise en état des sections du système d'endiguement du Bas-Médoc

**Echéancier prévisionnel :** 2022 - 2025

**Maître d'ouvrage :** COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE

**Coût total :** 300 000 €

**Plan de financement :**

- Etat : 50 %
- CDC MEDOC ATLANTIQUE : 50 %

#### Indicateurs de suivi/réussite :

- Lancement des études à partir des accords-cadres de maîtrise d'œuvre dont dispose la Communauté de communes Médoc Atlantique
- Réalisation et validation des études préalables aux travaux
- Validation du Plan Prévisionnel d'Investissements





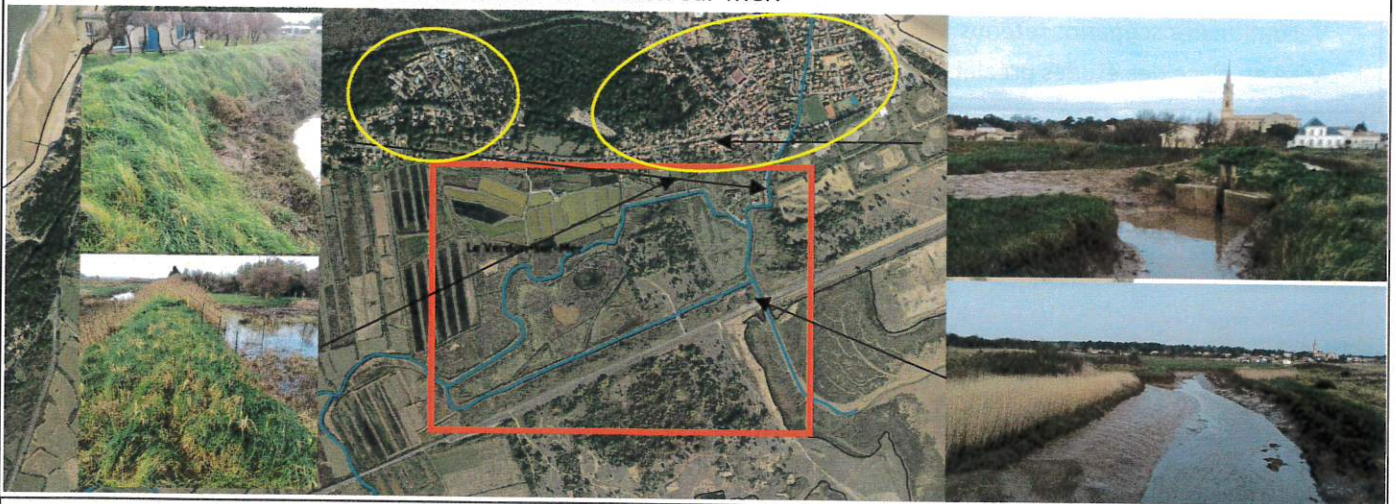
**AXE 7 : Gestion des ouvrages de protections hydrauliques****Action 7.2 : Etude d'opportunités pour la reconnaissance du système d'endiguement du marais du Conseiller**

**Objectif** : Réaliser l'étude d'opportunités visant à justifier l'intérêt ou non de la reconnaissance du système d'endiguement du marais du Conseiller

**Description de l'action :**

Pour le marais du Conseiller, les entrées d'eau sur le secteur du Verdon-sur-Mer se font par le chenal du Conseiller qui est directement ouvert sur l'estuaire de la Gironde. En période de tempêtes, la protection de la zone urbaine du Verdon-sur-Mer est alors uniquement assurée par les différentes levées de terre et le bon fonctionnement des ouvrages hydrauliques.

Ces levées de terre ne disposent à ce jour d'aucun arrêté de classement ni de gestionnaire officiel. Leur état est incertain. L'étude d'opportunité permettra d'établir la pertinence de déclarer ou non ces levées de terre comme système d'endiguement complémentaire inclus dans la zone de protection du Bas Médoc (dont le système d'endiguement du Bas Médoc fait partie). Cette étude devra aboutir à la proposition de scénarios techniques et financiers compatibles réglementairement intégrant notamment le scénario de construction d'une porte « anti-tempêtes » au niveau du chenal du Conseiller au Verdon-sur-Mer.



**Territoire concerné** : commune du Verdon-sur-Mer et Valeyrac

**Modalités de mise en œuvre :**

- Utilisation des accords-cadres « géotechnique » et « levés topo-bathymétrique » dont dispose la Communauté de Communes Médoc Atlantique pour actualiser les données d'entrée des études
- Utilisation du modèle hydraulique réalisé dans l'étude de danger (inclus la procédure de déclaration du système d'endiguement du Bas Médoc) pour élaborer les scénarios des études d'opportunités
- Estimation des coûts des différents scénarios et analyses multicritères (avec analyse coût-bénéfice)
- Réunions de concertation et réunions publiques
- Utilisation de l'action 7.1 pour la réalisation des études APS/AVP/PRO... relatives aux travaux de remise en état du système d'endiguement du Bas-Médoc



**AXE 7 : Gestion des ouvrages de protections hydrauliques****Action 7.2 : Etude d'opportunités pour la reconnaissance du système d'endiguement du marais du Conseiller**

**Objectif** : Réaliser l'étude d'opportunités visant à justifier l'intérêt ou non de la reconnaissance du système d'endiguement du marais du Conseiller

**Echéancier prévisionnel** : 2022-2025

**Maître d'ouvrage** : COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE

**Coût total** : 100 000 €

**Plan de financement** :

- Etat : 50 %
- CDC MEDOC ATLANTIQUE : 50 %

**Indicateurs de suivi/réussite :**

- Réalisation des études
- Validation des scénarios retenus
- Mise en place des études préalables de maîtrise d'oeuvre